

Quand la sociologie devient action : l'impact du féminisme sur le concept la pratique sociologique

When Sociology Becomes Action: The Impact of Feminism on Sociological Practice

Huguette DAGENAI

Volume 13, numéro 2, octobre 1981

Les femmes dans la sociologie

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/001157ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/001157ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Les Presses de l'Université de Montréal

ISSN

0038-030X (imprimé)

1492-1375 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

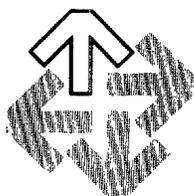
Citer cet article

DAGENAI, H. (1981). Quand la sociologie devient action : l'impact du féminisme sur le concept la pratique sociologique. *Sociologie et sociétés*, 13(2), 49-66. <https://doi.org/10.7202/001157ar>

Résumé de l'article

Cet article examine l'influence de l'enseignement et de la recherche féministes en sociologie à l'université. Après avoir défini le féminisme comme une forme de sociologie de la connaissance et comme un mouvement social, l'auteur souligne non seulement les embûches d'une telle entreprise mais aussi les changements profonds qu'elle suscite actuellement au sein de l'institution universitaire, de la discipline sociologique et des rapports professionnels. Elle en conclut que la pratique des sociologues féministes à l'université fait partie intégrante du mouvement des femmes.

Quand la sociologie¹ devient action : l'impact du féminisme sur la pratique sociologique



HUGUETTE DAGENAI

La sociologie subit actuellement, sous l'impact du mouvement féministe, une remise en question radicale qui devrait en ébranler les fondements mêmes. Certes, elle n'en est pas à sa première remise en question : les années soixante, entre autres, ont été marquées par l'éclosion de mouvements sociaux divers (guerres d'indépendance, conflits raciaux, luttes ethniques, mouvements étudiants, etc.) qui l'ont forcée à revoir sa position par rapport aux groupes dominés d'ici ou d'ailleurs et par rapport au pouvoir. Elle est devenue plus critique face à elle-même. Des expressions comme «objectivité scientifique» ou «détachement du chercheur» ont littéralement disparu de sa littérature : les sociologues aujourd'hui n'hésitent plus à prendre ouvertement position en faveur des opprimés et ils sont soucieux de développer une pratique en accord avec leurs principes. Mais, pourtant, ce questionnement ne semble pas les avoir amenés à revoir également leur position par rapport au groupe d'opprimées que sont les femmes au sein de la structure de pouvoir capitaliste et patriarcale de nos sociétés. En fait, plusieurs ne sont pas encore parvenus à concevoir même qu'il y ait là un problème quelconque. Cette tranquille assurance ne peut toutefois plus durer : le féminisme a pénétré en sociologie et dérange l'image qu'elle tentait de projeter d'elle-même. Science du social, science humaine par excellence, voilà qu'est mise à jour sa négligence, pire, son ignorance, de la moitié de l'espèce humaine ; discipline aux visées scientifiques, voilà que les analyses fé-

1. Le terme «sociologie» tel qu'utilisé dans ce texte désigne aussi cette «sociologie comparative» qu'est l'anthropologie sociale et plus particulièrement celle qui est pratiquée au Département d'anthropologie de l'université Laval.

ministes la font apparaître comme « partielle et partiale² ». Le « double standard » (Eichler, 1980) selon lequel elle a, tout au long de son histoire, traité les femmes est dorénavant exposé au grand jour et elle apparaît comme une « science de la société mâle » d'où les réalités féminines sont exclues et une « science mâle » de la société (Bernard, 1973) définie selon des critères essentiellement masculins. Ce double biais masculin caractérise aussi bien le courant dynamique et critique du matérialisme historique que le fonctionnalisme « paralysant », disait Betty Friedan (1963). Comme le montrent plusieurs autres articles de ce volume, comme je l'ai fait moi-même ailleurs pour la sociologie urbaine (Dagenais, 1980) et comme le font également la plupart des auteures³ citées en référence, il caractérise également les divers champs d'investigation de la sociologie. En d'autres mots, quel que soit l'angle sous lequel on observe la sociologie, les femmes sont toujours en dehors du système, « *outside the frame* », pour reprendre une expression de Dorothy Smith (1977). Ceci dit, je pourrais maintenant passer à une analyse détaillée de la situation que je viens de dénoncer. Mais là n'est pas mon propos. Ce rapide exposé me servira plutôt de toile de fond et de point de départ pour l'évaluation des changements en cours.

En effet, j'aimerais consacrer les pages qui suivent à un examen de l'impact du féminisme en sociologie à partir de la pratique quotidienne des sociologues féministes elles-mêmes aux niveaux de l'enseignement et de la recherche et de leur insertion dans le milieu académique et professionnel de la sociologie à l'université. Non pas que les universités soient les seuls lieux où l'on fait des études sociologiques mais simplement parce que, dans une perspective matérialiste, je pars d'une situation quotidienne, vécue, que je connais en tant que femme, en tant que sociologue et en tant que féministe. Pour parvenir au bilan « modérément optimiste » que je dresserai en conclusion, j'examinerai successivement les implications de la pratique d'une sociologie féministe à l'université sur les plans administratif et institutionnel, académique et professionnel, et par rapport à l'ensemble du mouvement des femmes, en soulignant les embûches d'une telle entreprise mais en faisant aussi ressortir ce qui m'apparaît comme des acquis ou, tout au moins, des pas en avant dans la « bonne direction ». Les contradictions sur lesquelles je m'arrêterai ne sont pas propres au cas québécois mais le Québec, francophone s'entend, en est encore à ses premiers pas en ce qui concerne les études sur la condition des femmes⁴ à l'université et plus particulièrement les travaux faits dans une perspective féministe⁵. Aussi la plupart des auteures citées sont-elles américaines et canadiennes anglaises. Ces auteures sont aussi des féministes qui se présentent comme telles dans leurs écrits. Ce parti pris de ma part n'est cependant pas seulement politique; il n'existe aucune autre littérature sociologique qui se soit intéressée aux femmes et au mouvement des femmes en se plaçant du côté des femmes elles-mêmes, comme je me propose de le faire ici. Mais avant de passer à l'examen de la situation concrète, il convient de définir au moins rapidement ce féminisme dont je parle.

2. J'emprunte cette expression à Danielle Juteau-Lee.

3. L'orthographe est le résultat d'un choix délibéré, à l'instar de plusieurs féministes québécoises.

4. Il n'existe pas en français d'expression équivalente à celle de « *Women's Studies* », laquelle comporte d'ailleurs une certaine confusion: s'agit-il d'études par des femmes ou d'études sur les femmes? Le français nous force à plus de précision. J'utiliserai donc personnellement les expressions études et/ou recherche(s) et/ou cours sur la condition des femmes ou la condition féminine, étant bien entendu qu'il s'agit de travaux élaborés dans une perspective féministe.

5. En effet, ce qui est nouveau c'est l'étude de la condition des femmes comme spécificité à l'intérieur d'une structure de pouvoir, c'est le caractère politique d'une telle entreprise et de la prise de position des auteurs(e)s. Dans la *Recherche sur les femmes au Québec (1929-1980)*, Yolande Cohen et son équipe (UQAM, 1981) dénombrent plusieurs centaines de thèses de maîtrise et de doctorat sur les femmes, mais ce sont surtout les plus récentes qui ont cette caractéristique.

LE FÉMINISME : SOCIOLOGIE ET MOUVEMENT SOCIAL

Le féminisme est à la fois une méthode, une façon particulière de questionner la réalité sociale, l'ordre établi, et un mouvement social plus ou moins organisé pour la transformation de cet ordre social. La spécificité méthodologique du féminisme tient au fait qu'il prend la réalité vécue, quotidienne, l'expérience des femmes comme point de départ, non pas en tant qu'abstraction mais en tant qu'« actualité », en tant que « pratique » (Smith, 1979). Il part de la prise de conscience des femmes de leur condition spécifique d'aliénation, d'exploitation, d'oppression, et relie ces expériences personnelles à la structure sociale qui les fonde et les détermine. Ce faisant, il conteste la division de la réalité sociale en sphères publique et privée et l'organisation du savoir selon la dichotomie objectivité/subjectivité, scientifique/non scientifique. Il développe ainsi une nouvelle conception du savoir et de la démarche sociologique d'où le personnel, l'affectivité, les émotions (Hochschild, 1976; Spender, 1978) et, dans l'ensemble, les moyens par lesquels les femmes ont été capables jusqu'à présent de façonner et d'articuler cette réalité sociale, ne sont plus exclus (Gould, 1980). Dans ces conditions, on peut considérer que le féminisme fait partie intégrante de la sociologie en général et de la sociologie de la connaissance en particulier.

Mais le féminisme est aussi et avant tout un mouvement social orienté vers la transformation radicale des rapports hommes-femmes et de la structure sociale patriarcale et capitaliste⁶. Si, jusqu'à la fin des années 60, le mouvement des femmes s'est manifesté de manière plutôt vague, peu organisée et épisodique, il connaît, depuis le début des années 70, un regain de vitalité qui se manifeste principalement par le foisonnement et la variété des regroupements de femmes « à la base » et la mise sur pied d'un vaste réseau de relations et d'échange d'information qui devient international; par la production accrue et la diffusion organisée de textes théoriques et/ou militants, et par une radicalisation des positions et des actions. De plus, malgré une part de récupération, l'institutionnalisation partielle du mouvement sous forme de cours et de recherches académiques a aussi permis le recrutement d'énergies nouvelles et a grandement élargi le champ de la lutte quotidienne.

Situés dans cette double perspective, enseignement et recherche renferment donc trois « processus essentiels » que Marion Colby présente comme suit : « *consciousness raising; acquisition of knowledge and formulation of theories; political and social change* » (1978, p. 4). Ces processus sont en relation dialectique même s'ils constituent une suite chronologique de moments dans la démarche féministe car ils sont profondément et constamment traversés par des contradictions qui forcent les participant/e/s à une incessante re-prise de conscience et re-formulation de la théorie et de l'action. Cette façon de faire peut être considérée comme scientifique même si elle est aussi, par la force des choses, une entreprise « clairement partisane » (Gould, 1980) à classer dans la catégorie de l'« action positive » (*affirmative action*) nécessaire à la correction, au redressement de la situation en sociologie et dans l'ensemble des sciences dites humaines.

LE FÉMINISME A-T-IL SA PLACE À L'UNIVERSITÉ ?

Ce type de pratique sociologique peut-il trouver place à l'université ? Comment la structure administrative bureaucratique des institutions universitaires absorbe ou évite-t-elle le choc et les changements que ne peut manquer de provoquer l'application con-

6. Pour une étude de l'articulation capitalisme et patriarcat voir A. Kuhn et A.M. Wolpe (édit.), *Feminism and Materialism: Women and Modes of Production*, London, Routledge and Kegan Paul, 1978 et Z.R. Eisenstein (édit.), *Capitalist Patriarchy and the Case for Socialist Feminism*, New York, Monthly Review Press, 1979.

crète d'une telle position? Comment la discipline elle-même, jalouse de ses prérogatives théoriques et méthodologiques, intolérante dans sa définition du social et du scientifique réagit-elle à une telle intrusion dans son champ de travail? Quel type de rapports professionnels se développent dans de telles conditions? Le féminisme peut-il se développer à l'université et plus particulièrement en sociologie? Comment se situe-t-il par rapport à l'ensemble du mouvement des femmes? Voilà les questions auxquelles je tenterai de répondre concrètement dans les pages qui suivent. Selon moi, l'université doit être considérée comme un lieu — au même titre que l'usine, le bureau, la maison — d'où l'on peut et doit actualiser le féminisme en tant que recherche et mouvement social car elle présente, en dépit des risques et des contradictions, des brèches à combler, des possibilités à exploiter que les féministes n'ont pas actuellement les moyens de repousser en bloc.

DANS LES STRUCTURES ADMINISTRATIVES RIGIDES...

Avec la «rationalisation» et l'informatisation d'une grande partie du fonctionnement des institutions universitaires en Amérique du Nord, la prise de décision, la planification, l'organisation des activités échappent de plus en plus aux étudiant/e/s et aux professeurs. La spécialisation ou division de la réalité sociale entre les diverses disciplines devient de plus en plus rigide et, malgré des velléités d'ouverture à la collectivité, les facultés et départements fonctionnent presque en vase clos. Organisation administrative formelle et compartementalisation du savoir vont d'ailleurs de pair et se renforcent mutuellement aux dépens de la qualité de l'apprentissage. Cette rigidité affecte de façon particulière les études sur la condition des femmes. Comme l'explique Dale Spender, la recherche féministe peut procéder soit sur une base disciplinaire, soit sur une base féministe. Si elle procède sur une base disciplinaire :

it will ask questions that are consistent with and completed by that discipline. Although such answers may be valuable, they are often partial ones for even as they intensify the view, disciplines can also narrow it...

L'alternative consiste à partir d'un point de vue féministe :

from where it is possible to have questions which have often previously been 'un-thinkable' and often 'unthought'. Such questions can cut right across established boundary lines, and are often more illuminating (1978, p. 115).

En d'autres mots, l'adoption d'un point de vue féministe implique le dépassement des limites disciplinaires et l'interdisciplinarité. L'interdisciplinarité peut être définie comme l'interaction entre deux ou plusieurs disciplines pouvant aller du simple échange d'idées et d'informations à une collaboration suivie plus ou moins formelle et à la formation d'équipes de chercheurs/euses (Nemiroff, 1978, p. 61) autour d'un thème commun et avec une problématique commune. Toutes les féministes s'accordent pour dire que c'est la méthode la mieux appropriée. Mais la partie est loin d'être gagnée car, comme le fait remarquer Greta Nemiroff :

The prevalent system of reward and recognition within the university encourages (if not coerces) university teachers into devoting all available time and energy into further specialisation in their field of expertise which is usually predetermined by the limits of the existing order of the discipline (1978, p. 61).

De plus, les rattachements administratifs par discipline, la répartition des budgets et celle des ressources humaines et matérielles ajoutent encore à cette rigidité alors que l'interdisciplinarité exigerait, par sa définition même, une grande souplesse tant administrative que scientifique.

L'INTERDISCIPLINARITÉ...

Malgré ces contraintes, il existe plusieurs formules d'interdisciplinarité dans les études de la condition des femmes au Québec, chacune correspondant en quelque sorte à un degré différent du phénomène. La première forme est celle des regroupements institutionnalisés de cours et de recherches permettant la réalisation d'un programme (mineure, majeure) portant entièrement sur divers aspects de la condition féminine. C'est celle qui fonctionne depuis plus de dix ans à l'université Concordia (autrefois Concordia et Sir George Williams) et qui a permis la création récente de l'Institut Simone de Beauvoir⁷. Elle comporte des avantages certains en termes politiques (reconnaissance, légitimité), économiques (accès à un budget et à des subventions) et surtout académiques et pédagogiques (facilité de communication, circulation de la connaissance, confrontation de points de vue, une certaine exhaustivité) et permet le développement d'actions plus concertées. Mais elle subit aussi les mêmes contraintes administratives que les autres programmes réguliers en ce qui concerne les admissions, le contingentement, la sélection, etc., contraintes qui limitent par ailleurs beaucoup son degré réel d'ouverture. De plus, cette séparation administrative des études sur la condition des femmes par rapport aux disciplines dont sont issus les cours et les professeurs, comporte en outre un risque de ghettoïsation à l'intérieur des institutions universitaires. C'est ce que les Américaines et les Canadiennes anglaises déplorent à propos des *women's studies* qui ont tendance à être considérées comme des *soft areas* comparativement aux vraies sciences, *hard sciences*. Il en est de même pour la situation des étudiantes ou étudiants au moment où elles/ils sont à la recherche d'un emploi.

La deuxième formule ressemble en plusieurs points à la première mais le regroupement des enseignants n'est pas administrativement autonome. Les personnes intéressées peuvent, dans le cadre de leur programme régulier et selon les conditions de ce programme, s'inscrire à un certain nombre de cours sur la condition féminine offerts chaque année par un certain nombre de professeurs, elles-mêmes rattachées administrativement à leur discipline respective. C'est sur cette base que fonctionne le Groupe interdisciplinaire pour l'enseignement et la recherche sur la condition féminine (GIERCF) de l'UQAM. La volonté politique des fondatrices et animatrices du groupe d'éviter la ghettoïsation comporte cependant des risques plus grands sur le plan de la stabilité et du financement que la formule précédente. Heureusement, le nombre des participant/e/s en rendrait difficile l'abolition⁸ même s'il pose en retour de sérieux problèmes d'ordre pédagogique. Dans ce cas, comme dans le précédent, la situation géographique privilégiée des universités à Montréal même permet de plus la réalisation d'activités prestigieuses (colloques, conférences aux invitées de marque, rencontres de toutes sortes, expositions et même congrès internationaux) qui augmentent encore la visibilité des deux formules de regroupements pour la population québécoise. Dans le même temps, elles rendent plus difficiles aux institutions concernées l'abandon éventuel de formules qui leur assurent autant de capital économique et politique. Mais, même indépendamment de cette récupération partielle, les universités ont tout à gagner au développement de formules interdisciplinaires à une époque où on s'interroge sur « l'avenir de l'université » et sur son « rôle social » (Nemiroff, 1978, p. 61). Et, à condition d'être vigilantes, les femmes n'ont rien à perdre non plus.

7. Voir Mair Verthuy, « Le premier institut des études sur la femme », *Canadian Women's Studies / les Cahiers de la femme*, Automne/Fall, 1978, vol. n° 1, pp. 39-40.

8. Dans un texte sur le GIERCF, Jacqueline Lamothe indiquait qu'à l'automne 1980 le cours sur les femmes et la communication comptait à lui seul 110 inscriptions. Chaque année, l'inscription aux 14 cours offerts, sur les 18 existant à l'UQAM, totalise plusieurs centaines de personnes.

Ce n'est pas par hasard qu'au Québec ces deux formules interdisciplinaires se soient développées dans de jeunes universités. Un rapport sur l'interdisciplinarité à l'université datant de 1970 postule l'existence d'une loi à l'effet que :

the ability a university activity has to get organized as an interdisciplinary activity is inversely proportional to the length of time since this activity has made its appearance in the university system, and directly proportional to how recent it is and to how much resistance there is to its being accepted as a repository of knowledge (cité par Nemiroff) (1978, p. 66).

L'isolement dans lequel se trouvent enseignement et recherche féministes dans des universités plus anciennes comme l'Université Laval confirme une fois de plus cette loi. Dans cette dernière institution, par exemple, il existe encore proportionnellement peu de cours et de recherches sur la condition des femmes et les regroupements commentent seulement. La troisième formule d'interdisciplinarité qui y existe pourrait être qualifiée de minimale. Faute de structures permettant aux étudiant/e/s la confrontation et la réunion de connaissances en provenance de disciplines différentes, les professeurs doivent compenser elles-mêmes en élargissant le champ des auteurs consultés, des lectures à faire, de façon à incorporer d'autres types d'analyse tout en réalisant bien cependant les limites d'une telle formule. La sociologie se trouve ici dans une position plus favorable que d'autres disciplines puisque, dans toute analyse sociologique, on doit absolument tenir compte des différentes dimensions de la réalité sociale (historique, idéologique, politique, économique, psychosociologique). Et, parallèlement, quelle que soit la discipline où elle s'inscrit (histoire, éducation, littérature, service social, etc.), toute analyse féministe doit partir d'une analyse sociologique préalable des conditions sociales présentes et passées dans lesquelles vivent les femmes. Mais cela ne fait pas disparaître pour autant les faiblesses de la formule. Pour l'instant, l'isolement d'un cours à l'intérieur d'un programme disciplinaire où il a toujours le statut d'optionnel constitue en soi une situation d'instabilité : sa disparition pourrait plus ou moins facilement passer inaperçue. Heureusement, l'expérience montre que c'est actuellement l'inverse qui se produit. Mais le risque demeure, car la population étudiante, malgré sa vigilance, est une population de passage. De plus, en l'absence de tout support structurel et de tout budget particulier, sans autre forme de publicité que le bouche à oreille, le maintien de tels cours avec une population étudiante importante chaque année constitue une sorte de défi dont on aurait tort d'interpréter le dynamisme actuel comme une permanence assurée. Chose certaine, il y a toujours place pour l'innovation en ce domaine.

Mais, quelle que soit la formule d'interdisciplinarité dans laquelle ils s'inscrivent, les cours sur la condition des femmes doivent, selon moi, être maintenus dans les programmes d'enseignement universitaire et avec un statut de cours régulier. Il en est de même des recherches qui devraient toutefois se faire davantage en collaboration avec les femmes qui œuvrent hors de l'université. Les uns et les autres doivent être maintenus et ce, en dépit de la récupération dont ils sont l'objet par les institutions, parce que dans l'état actuel des choses la récupération partielle est inévitable. On peut et on doit la déplorer et faire en sorte de l'éviter mais elle ne doit pas servir de prétexte à l'inaction. Contrairement à Harriet Rosenberg qui considère, non sans amertume, que les *Women's Studies* en 1980 sont devenues inoffensives : *clean, conforming and respectable. No politics. Wouldn't want to alienate [...] the administrators* » (1980, pp. 51-52), je pense que ce qu'on observe actuellement au niveau de l'enseignement et de la recherche féministes dans les universités québécoises est dynamique, le moins conformiste possible et indéniablement politique comme nous le verrons plus loin. Peut-être le mouvement est-il encore trop jeune et plein d'ardeur chez les francophones du Québec pour laisser apparaître de tels signes d'essoufflement.

UN RENOUVELLEMENT DE LA POPULATION ÉTUDIANTE

Un deuxième élément à considérer sur un plan administratif général est la population étudiante. Jusqu'à présent et compte tenu des deux exceptions les mieux connues dans le domaine de la condition des femmes, l'UQAM et Concordia, la population cible des universités a été une population nombreuse et jeune, au cheminement identique — écoles primaire et secondaire, collège, université —, une population en formation, sans véritable expérience de travail, une population disposant des revenus — parentaux — suffisants pour des études à plein temps et la poursuite d'un diplôme dans un cadre scolaire qui n'est pas vraiment menacé par ses mouvements de révolte sporadique parce qu'il a appris à les tolérer. Mais aujourd'hui, les retombées du « baby boom » de l'après-guerre sont terminées et la population des universités change : dorénavant, celles-ci doivent se constituer une nouvelle clientèle sur la base des besoins en éducation permanente. Parmi cette clientèle les femmes sont majoritaires. Comme dit Janet Willis :

The declining enrolment of school-aged population is working somewhat to the advantage of women. Educational administrators are beginning to realize that women can be a potential 'market' to fill empty classrooms (1978, p. 101).

Récupération des besoins des femmes encore une fois, et récupération dont on s'étonne que le rythme ne se soit pas davantage accéléré, notamment à l'université Laval, ne serait-ce que pour la rentabilisation des espaces et des temps vides.

Mais le mouvement de retour des femmes aux études apparaît comme irréversible et leur seule présence grandissante va forcer l'administration des universités à modifier graduellement ses exigences et ses programmes pour répondre plus adéquatement à leurs attentes. Déjà, l'arrivée sur la scène universitaire d'un nombre croissant d'étudiant/e/s adultes laisse entrevoir qu'à l'avenir enseignement et recherche sur la condition féminine y occuperont une place plus importante (Tobias, 1978). Le caractère particulièrement dynamique de cette population féminine allié à une riche expérience de vie ne pourra que contribuer aussi au développement du mouvement féministe.

AU SEIN DE LA DISCIPLINE SOCIOLOGIQUE...

Si les rouages administratifs rigides des institutions universitaires se présentent comme un frein puissant au développement des études féministes, que faut-il penser de la sociologie elle-même en tant que discipline scientifique, c'est-à-dire en tant que corps constitué de connaissances ayant sa propre définition et organisation de la réalité sociale, ses propres critères d'inclusion et d'exclusion, ses concepts et son jargon spécifiques? Les sociologues qui entreprennent l'élaboration de cours et de recherches à problématique féministe dans le cadre de la sociologie se trouvent dans une situation particulièrement contradictoire: elles sont impliquées dans une discipline qu'elles reconnaissent comme contribuant au maintien de l'ordre social qu'elles veulent par ailleurs abolir. Seule la profonde conviction de l'utilité et de la nécessité d'une telle démarche peut expliquer qu'elles poursuivent leur action à ce niveau. En effet, il importe que des femmes se placent désormais en position de connaître et de définir le monde car, dit Dorothy Smith :

When we confront how women have been excluded from sociology (...) we can recognize how their lack of access to influential positions have prevented their giving themes and subject matters to the sociological discourse (1977 b, p. 15).

C'est donc une forme de rattrapage que font les féministes en sociologie. Si, comme nous le verrons, l'entreprise présente un grand intérêt, elle ne se fait toutefois pas sans mal.

Tout d'abord, les sociologues féministes ont à faire la preuve de la légitimité de leur travail et de leur problématique. Il n'y a rien là que de très normal. La différence est qu'elles partent avec un préjugé défavorable sinon négatif. C'est ce qu'explique Meredith Gould :

Nonfeminist sociologists do not perceive feminism as an alternative and methodological approach. They more comfortably perceive it as a purely political issue having to do with female participation in professional organizations (1980, p. 467).

« Féministe » et « scientifique » sont considérés comme des attributs incompatibles. Aussi, les féministes dépensent-elles beaucoup d'énergie actuellement à détruire les mythes qui entourent le féminisme et à faire en sorte qu'on les prenne au sérieux. Pour cela elles ont développé diverses stratégies. C'est ainsi qu'elles font en sorte de publier dans des revues scientifiques prestigieuses afin d'être lues par un public plus vaste et, comme ce public lecteur est surtout composé de scientifiques masculins et sceptiques, elles adaptent leur ton et leur terminologie de façon à ne pas provoquer la colère ou le mépris. Certaines vont même jusqu'à mettre en veilleuse leurs positions de fond. Par contre, dans le même temps, elles se doivent de participer aussi à la production d'une littérature sociologique plus proprement féministe et d'écrire dans des revues s'adressant surtout à un public féminin et féministe. Cette situation est encore compliquée par le fait que la production de cette littérature féministe doit s'effectuer au départ avec les outils conceptuels et le « langage de l'opresseur » (Smith, 1979). Non seulement ce langage est-il mal adapté aux objectifs du mouvement mais la poursuite d'une reconnaissance et d'une légitimité au sein de la discipline en rend l'usage obligatoire et retarde d'autant l'élaboration d'un nouveau discours, de nouveaux outils.

Même dans la sociologie, pourtant vouée à l'étude du changement social, les changements sur ce plan sont lents. Les innovations conceptuelles et terminologiques sont mieux acceptées des sociologues mâles de grande renommée que des féministes, même les plus connues. Quant au qualificatif « féministe », les femmes l'utilisent surtout entre elles, dans des revues qui se définissent comme telles, et beaucoup l'évitent encore soigneusement lorsqu'elles rédigent des articles scientifiques, des projets de cours ou de recherche et, en général, dans toutes les circonstances où elles pensent qu'il risquerait de leur valoir un refus ou un jugement négatif de la part des pairs et/ou des autorités. Ces divers compromis, inspirés souvent par une question de « survie » sur le plan professionnel, comportent de nets avantages à court terme. Mais à plus long terme, ni la sociologie ni le mouvement des femmes n'ont intérêt à ce que la recherche féministe demeure « camouflée » et « invisible » (Spender, 1978, p. 112).

Les sociologues féministes rencontrent aussi des difficultés lorsqu'elles tentent d'appliquer la méthodologie correspondant aux trois composantes de leur démarche (prise de conscience, théorie, action) car, malgré une forte propension à l'autocritique et à l'épistémologie, la sociologie continue à séparer l'objectif du subjectif, le théorique de l'existential et à n'accepter comme valides, comme scientifiques que les méthodes qui se réclament des premiers. Prendre comme point de départ le vécu des femmes, individuel et collectif, le quotidien, et appliquer ensuite les théories élaborées à ce même vécu pour le changer et pour changer la société, prendre position pour les femmes et considérer son enseignement et ses recherches comme une forme d'action, voilà des initiatives reconnues comme « politiques » mais pas comme « scientifiques ». Il s'agit là d'un exemple flagrant du « double standard » dénoncé par Margrit Eichler (1980). Oserait-on accuser un sociologue noir de manquer d'objectivité s'il parlait des conditions de vie des habitants des ghettos pour élaborer sa théorie de l'oppression des Noirs et s'il prenait position en leur faveur ? Jugerait-on sa démarche moins scientifique parce que politique ? La réponse à ces questions n'a même pas besoin d'être formulée. Cette intolérance à l'égard des femmes n'est rien d'autre que du sexisme.

UN DÉVELOPPEMENT CONCEPTUEL ET MÉTHODOLOGIQUE

Depuis que les féministes ont commencé à affirmer et à démontrer que «le privé est politique», ce privé, cette «vie personnelle» où le capitalisme a relégué les femmes (Zaretski, 1976), se présente comme un nouveau champ de recherche pour les sciences humaines. Parmi l'abondance de sujets qui peuvent désormais retenir l'attention des sociologues — A.K. Daniels (1976) et D. Spender (1978) en énumèrent sur plusieurs pages — ceux qui portent sur le travail domestique, la maternité et la sexualité sont particulièrement importants car ils se situent au cœur même des débats et des luttes féministes en cette fin du xx^e siècle. Ils méritent que l'on s'y arrête au moins brièvement. Le travail domestique donne lieu actuellement à un nombre imposant d'analyses théoriques, tant chez les marxistes que chez les féministes radicales, analyses qui ne parviennent pas à un consensus mais dont la plus grande utilité est peut-être de faire en sorte que ce travail «invisible» des femmes soit dorénavant reconnu comme du travail véritable, rendant ainsi désuète l'expression de «femmes actives» appliquée uniquement à celles qui sont sur le marché du travail. Mais les analyses vont plus loin. Le travail domestique est également reconnu comme du travail «gratuit», sur le plan affectif comme sur le plan économique, et laisse apparaître le caractère féodal des rapports de production dans lesquels il s'inscrit au sein de la famille contemporaine⁹. Pour les sociologues marxistes soucieux d'éviter que le matérialisme historique ne serve,

d'écran, de masque ou de censure pour tout ce qui ne se rattache pas directement aux phénomènes d'exploitation «de l'homme par l'homme» dans les sociétés capitalistes; en particulier pour tout ce qui traduit l'oppression et l'exploitation des femmes dans les systèmes capitalistes-patriarcaux (Liliane, 1975, p. 90),

la prise en compte du travail domestique représente à la fois un défi et un apport important dans l'élaboration d'une théorie où l'appartenance de sexe doit recevoir autant d'attention que l'appartenance de classe¹⁰. Il n'est plus possible de confondre, au nom d'une même position dans les rapports de production, l'ouvrière avec l'ouvrier, la bourgeoise avec le bourgeois. Le travail domestique ou sa responsabilité, apanage à peu près exclusif des femmes dans tous les milieux sociaux en Occident capitaliste, est à la base même de leur condition spécifique. Une fois distingué du simple travail «ménager» (Delphy, 1978) qu'il inclut, ce travail des femmes effectué dans l'isolement du «domus» apparaît dans toute son ampleur car on peut considérer qu'il comprend aussi la production et l'élevage des enfants et divers services à caractère affectif et sexuel. Si les analyses théoriques du travail domestique sont trop nombreuses pour les citer ici¹¹, il reste cependant beaucoup à faire en termes de recherche sociologique empirique¹², surtout dans les milieux bourgeois¹³.

9. Malgré son effritement dans les faits, suite à la prise en charge par l'État de certaines de ses fonctions et à la multiplication de formes différentes — familles monoparentales, couples sans enfant, communes, etc. —, lorsqu'on parle de la famille en Occident, on fait toujours, implicitement, référence à la famille dite nucléaire qui demeure aujourd'hui encore le modèle idéal de famille. Pour s'en convaincre, il suffit de penser à l'intérêt actuel de l'État québécois pour l'élaboration d'une politique sur la famille, et aux travaux du Conseil des affaires sociales et de la famille (C.A.S.F.) par exemple.

10. C'est la tâche déjà entreprise par des auteures comme Dorothy Smith, Sheila Rowbotham, Heidi Hartman, entre autres, qui sont à la fois des marxistes et des féministes. Il en est de même des auteur/e/s dont les textes sont compris dans les ouvrages cités à la note 6.

11. Sous la responsabilité de Louise Vandelac, le Conseil du statut de la femme du Québec poursuit actuellement une recherche sur le travail domestique qui donnera lieu, entre autres, à la publication d'une Bibliographie sur le sujet.

12. L'exemple le plus célèbre est sans doute *The Sociology of Housework* (New York, Pantheon Books, 1974) d'Ann Oakely. Le travail plus récent de Meg Luxton *More than a Labor of Love: Three Generations of Women's Work in the Home* (The Women's Press, 1980) est également à signaler pour le Canada.

13. Voir Susan O. Ostrander, «Class Consciousness as Conduct and Meaning: The Case of Upper Class Women», *Insurgent Sociologist*, vol. IX, n° 2-3 (automne 1979 — hiver 1980), pp. 38-50. Cet article écrit dans une perspective marxiste présente une étude de la conscience de classe des femmes de la classe moyenne supérieure à partir de leurs pratiques quotidiennes et, de ce fait, permet d'appréhender aussi leur condition spécifique de femmes.

La production des enfants, qu'elle soit considérée en termes de reproduction de la force de travail, de renouvellement de la population ou de perpétuation de l'espèce, a toujours et partout été soumise au contrôle social mais jamais peut-être avec autant de raffinement que dans les États capitalistes où l'idéologie dominante enferme les femmes dans toute une mythologie de la maternité. Aussi, la démythification de la maternité est-elle une entreprise féministe et sociologique essentielle. D'une part, elle permet de mettre à jour les visées étatiques en matière de population et la signification réelle de certaines politiques sociales¹⁴ de même que les profondes contradictions d'un système où la fonction de reproduction des femmes est soumise à un contrôle non seulement capitaliste mais aussi patriarcal¹⁵. D'autre part, elle démontre le caractère non pas « naturel » mais social et politique de la fonction maternelle et fait apparaître les objectifs sous-jacents à l'association « femme-nature et homme-culture » (Mathieu, 1973) au nom de laquelle on a jusqu'ici exclu les femmes du « domaine public », du social, de la production de la culture. En suivant « les femmes dans la traversée du fascisme », Maria A. Macciocchi (1976) en a démontré le processus à partir de l'exemple extrême qu'a constitué l'Italie sous le régime de Mussolini. Sous un tel éclairage, l'accouchement, la contraception et l'avortement ne peuvent plus être considérés comme simplement des actes individuels et les luttes des femmes pour en acquérir le contrôle apparaissent pour ce qu'elles sont : des luttes politiques pour la transformation des rapports de reproduction et contre l'État et les institutions — Églises, famille — qu'il sert. On ne s'étonne donc pas que des étudiant/e/s entreprennent des thèses en sociologie et en science politique sur des sujets connexes car l'étude de l'accouchement tel qu'il se pratique en général¹⁶ au Québec à l'heure actuelle permet de voir clairement à l'œuvre ce même contrôle alors qu'il s'exerce sur le corps des femmes d'ici et dans sa même double dimension, capitaliste et patriarcale.

Quant à la sexualité, dont les féministes ont aussi démontré le caractère politique, il est désormais possible d'en parler concrètement en sociologie à l'université. Non pas qu'il n'en ait jamais été question jusqu'à présent : au contraire, des anthropologues, et parmi les plus célèbres, se sont intéressés aux « mœurs » sexuelles des primitifs¹⁷ et les structuralistes considèrent les mutilations sexuelles féminines comme des « blessures symboliques » au même titre que celles des garçons¹⁸. Mais en termes concrets de rapports hommes-femmes, l'étude de la sexualité est encore largement tabou dans les sciences humaines. Cette négligence d'une dimension importante de la vie des femmes et des hommes en tant qu'êtres sociaux ne peut, selon moi, être imputée seulement au caractère puritain de ces mêmes sciences et des scientifiques.

Parler de sexualité dans une société comme la nôtre c'est nécessairement parler du pouvoir que les hommes exercent sur les femmes, c'est donner à voir les rapports inégalitaires qui existent entre les partenaires et dont les uns et les autres sont cons-

14. Qu'on pense seulement à la récente politique d'« accès à la propriété » du gouvernement du Québec dont l'admissibilité et les modalités reposent explicitement sur la présence et le nombre d'enfants des jeunes couples.

15. Nous en avons un exemple dans l'attitude du gouvernement du Québec en ce qui concerne les garderies (lenteur, coupures de budget, etc.) au moment même où il sent le besoin d'encourager la natalité. Mais en considérant la politique d'« accès à la propriété » qu'il met de l'avant par ailleurs, on peut penser que la contradiction n'est peut-être qu'apparente.

16. Nicole Coquatrix, *la Pratique obstétricale au Québec : le cas de l'épisiotomie* (titre provisoire), Mémoire de maîtrise, université Laval, Département d'anthropologie, en cours de rédaction. Louise Paradis, *l'Accouchement à domicile : aspect politique et contradictions*, Mémoire de maîtrise, université Laval, Département d'anthropologie, en cours de rédaction.

17. Voir en particulier B. Malinowski, *The Sexual Life of Savages*, London, Routledge and Kegan Paul, 1929 et M. Mead, *Sex and Temperament in Three Primitive Societies*, New York, William Morrow, 1935.

18. Voir à cet effet B. Bettelheim, *les Blessures symboliques*, Paris, Gallimard, 1971 avec une « Post-face » de Jean Pouillon. Voir aussi et surtout les analyses critiques de Nicole Sindzingre, « Le plus et le moins : à propos de l'excision », *Cahier d'études africaines*, 65, XVII (1), 1967, pp. 65-75 et « Un excès par défaut : excision et représentations de la féminité », *l'Homme*, juillet-décembre, XIX (3-4), 1979, pp. 171-187.

cients. Ce que les travaux de Kinsey, de Masters et Johnson et, plus récemment, l'enquête de Hite (1976) ont appris au public, ça n'est pas tant l'existence de l'oppression sexuelle des femmes que son ampleur et, de ce fait, ils en ont révélé le caractère collectif et politique. Il en est de même du viol, de la prostitution et de la pornographie qu'une analyse sociologique féministe permet de reconnaître comme des formes extrêmes de mépris, d'exploitation, de violence et de contrôle social des femmes (Hanmer, 1977). Il en est de même du « phénomène » des « femmes battues » à propos duquel une militante de la Maison des femmes de Québec, inscrite à mon cours, témoignait qu'il n'est pas réservé aux classes les plus défavorisées : même des femmes de professeurs d'université doivent parfois trouver refuge hors de leur foyer. Si la discussion de ces questions est possible à l'intérieur d'un cours de sociologie de la condition féminine, des recherches empiriques sont, par contre, à peu près exclues, surtout pour des raisons d'éthique qui font passer le respect des femmes avant l'avancement de la science. Seule la pornographie se prête plus facilement à l'observation. Récemment, des étudiantes en sociologie de Québec et de Hull ont emboîté le pas à Micheline Carrier (1980). Les premières ont procédé à une étude de la pornographie en tant que « pratique sociale » et en tant qu'« industrie » et présenté des *Réflexions pour une approche féministe de la pornographie* (1980)¹⁹ ; les secondes ont mené une action concrète sur le campus de l'université d'Ottawa et ont réussi à faire bannir les revues pornographiques de certains kiosques à journaux. Mais un examen des rapports hommes-femmes dans la sexualité entraîne inévitablement à questionner le fait même de l'hétérosexualité et à mettre en lumière ce qu'Adrienne Rich appelle « la contrainte à l'hétérosexualité » (1981). Encore une fois, des étudiant/e/s n'ont pas hésité à pousser la réflexion dans le cadre de leurs travaux et de leurs thèses²⁰.

Ces quelques exemples concrets démontrent bien les liens qui peuvent, et qui doivent exister entre la théorie et l'action. Il s'agit là d'un élargissement de la sociologie tant sur le fond que sur la méthodologie. Il n'est plus possible de faire de la sociologie du travail comme si le travail domestique allait de soi pour les femmes ; plus possible d'étudier la famille sans tenir compte de la dimension politique des rapports hommes-femmes ; de faire la sociologie de l'action sans inclure le mouvement des femmes ; de faire l'épistémologie de la sociologie elle-même sans considérer aussi la dimension patriarcale des conditions de production de la connaissance sociologique. Les sociologues ne pourront plus continuer encore longtemps à ignorer implicitement au nom de la rationalité et de l'objectivité scientifique, le rôle des émotions et de la vie personnelle dans la production de la connaissance.

De plus, à une époque où les statistiques et l'informatique dominent en sciences humaines et où les sociologues adaptent en quelque sorte leurs méthodes de travail de terrain — échantillons numériquement importants et statistiquement représentatifs, questionnaires standardisés et questions fermées — en vue d'une utilisation maximale de ces nouvelles techniques, il y a beaucoup à repenser sur le plan méthodologique pour pouvoir obtenir une vision plus précise, adéquate et complète de l'existence des femmes. Il faut revoir, entre autres, l'usage que nous faisons du questionnaire et de l'entrevue pour les adapter à la nature qualitative de telles données : prendre le temps d'observer et d'écouter les sujets et (re)développer ce que certaines appellent une « ethnométhodologie »²¹. Il faut surtout inventer de nouvelles techniques où les femmes pourront, sur la

19. Les auteurs sont Louise Lemire, Michelle Pérusse et Danielle Saint-Laurent. Leur texte paraîtra sous peu en livre édité par une maison d'édition de Québec.

20. Voir en particulier Claude Guay, *le Transsexualisme féminin au Québec*, Mémoire de maîtrise, université Laval, Département d'anthropologie, 1981.

21. Effectivement, les méthodes développées par les ethnologues sont mieux adaptées à une telle entreprise. Ironique retour des choses à une époque où les anthropologues se tournent de plus en plus vers les méthodes quantitatives et l'informatique.

base de leur expérience, participer à la définition des objectifs et des méthodes. Dans de telles conditions, le maintien de la division objectivité-subjectivité devient plus difficile. Il y a place aussi pour le développement de rapports plus égalitaires entre les participant/e/s. Sur ce plan, les sociologues féministes, qui en tant que femmes, se retrouvent aussi du côté des dominées, jouissent d'un certain « avantage ». À condition, cependant, qu'elles réussissent à surmonter l'ostracisme relatif dans lequel la profession tient leurs travaux et le « sexisme ordinaire » qui caractérise trop souvent les rapports interpersonnels quotidiens.

SUR LE PLAN PROFESSIONNEL...

En effet, le « double standard » observé dans l'histoire et dans la production théorique de la sociologie se retrouve aussi dans les rapports professionnels de tous les jours sans qu'il soit d'ailleurs toujours reconnu comme tel au premier abord. Comme le fait remarquer Nancy Adler,

given the current awareness of discrimination and the legal and social sanctions against it, most discriminatory behavior is likely to be subtle and covert, even unintentional or unconscious (1978, p. 915).

J'ajouterais qu'il est d'autant plus subtil et pernicieux qu'il est le fait de personnes qui se posent en défenseurs des justes causes, qui dénoncent bien haut l'oppression partout où — ils pensent qu' — elle se trouve dans le monde : des « hommes de gauche » quoi ! Et en sciences humaines il n'y a que des hommes de gauche : c'est bien connu. Le problème pour ces scientifiques bien intentionnés politiquement c'est que le féminisme ne fait pas *a priori* de distinction entre les hommes : tous collectivement sont visés et tous individuellement sont — se savent — concernés par l'analyse de l'oppression des femmes. Il ne suffit plus de concepts et de théories pour faire la révolution ; il faut changer aussi sa façon de vivre et la qualité des rapports sociaux concrets dans lesquels on est impliqué.

Le sexisme au niveau des rapports professionnels est, en effet, une source de tracas quotidiens — sinon de sérieux problèmes parfois — pour les féministes. Il convient de mentionner ici brièvement ses manifestations les plus courantes afin de les désamorcer en partie, et ce, au bénéfice des plus jeunes qui ont et qui auront aussi à les subir. Il y a tout d'abord le paternalisme. Il fut longtemps la réaction spontanée la plus courante de la part des scientifiques de sexe masculin à l'égard de leurs collègues féminines, professeurs aussi bien qu'étudiantes. S'il semble beaucoup moins en usage aujourd'hui — ou alors il est plus subtil — c'est que les femmes ont appris à le reconnaître rapidement. Je considère, personnellement, qu'il est devenu à peu près inoffensif.

La récupération, par contre, est plus difficile à contrer, et ses conséquences peuvent être plus graves. On peut considérer qu'elle est à l'œuvre lorsque, par exemple, des collègues, pas particulièrement connus pour leurs sympathies féministes — quand ils ne sont pas tout simplement reconnus comme misogynes — se mêlent soudainement de faire des cours, des recherches, des articles ou des déclarations publiques sur la condition « réelle » des femmes, sur l'origine probable de leur oppression, sur le féminisme, et de prodiguer conseils et mises en garde pour la poursuite de la lutte. Ces collègues, qui se disent des « amis », récupèrent la parole que les femmes viennent à peine de prendre grâce au féminisme et ils le font du haut de l'autorité que leur confère leur double statut d'homme et de scientifique. Ces hommes, dit Christine Delphy,

parlent donc doublement à notre place ; ils parlent de nous, mieux, de notre libération, et ils en parlent des lieux d'où nous sommes proscrites. Ils ont la parole grâce à nous, mais de plus, en nous la retirant (1977, p. 26).

Plusieurs se considèrent même comme des «féministes». Ils oublient seulement — ou feignent d'ignorer — que, comme dit Benoitte Groult, «il n'y a qu'une manière d'être féministe aujourd'hui pour un homme, c'est de se taire enfin sur la féminité. C'est de laisser parler les femmes» (1977, p. 11). Les conséquences de cette récupération peuvent être importantes en termes de brouillage du message, particulièrement pour les femmes moins familières avec ce genre de tactique, parce qu'il faut continuellement être sur leurs gardes et dépenser temps et énergie — qui pourraient être plus utiles ailleurs — à faire la part du «féminisme» réel et celle de la récupération.

Quant à l'opportunisme, il est aussi une forme de récupération mais qui apparaît plus clairement pour ce qu'elle est. Pourquoi, en effet, ne pas profiter de la «popularité» dont jouit actuellement la condition féminine auprès de certains organismes subventionnaires et du public en général pour entreprendre à son tour une recherche sur le sujet? L'étude de la condition des femmes n'est pas, après tout, la chasse-gardée des féministes. Et si, par la même occasion, on peut corriger les «erreurs» — les égarements — du féminisme voilà autant de gagné pour le maintien de la recherche sociologique dans la «ligne juste».

Si le paternalisme et la récupération sont habituellement des formes non violentes de sexisme, il en est d'autres qui le sont davantage. Je pense, par exemple, à des accusations comme celle de «faire carrière sur le dos des femmes» et celle de «sexisme à l'envers». La première s'adresse facilement à toutes les chercheuses professionnelles, quelle que soit leur discipline, du moment qu'elles s'intéressent prioritairement à la condition féminine et, surtout, lorsqu'elles se présentent de surcroît comme féministes; la seconde, du moins en sociologie, est surtout dirigée contre les étudiantes. L'accusation de carriérisme en soi serait plutôt inoffensive et même ridicule, étant donné qu'on continue, par ailleurs, à reprocher aux femmes leur passivité et leur manque d'agressivité, lesquels seraient précisément responsables de leur absence des professions et des structures du pouvoir. Mais il ne s'agit plus de cela; on laisse maintenant entendre que les féministes exploitent les autres femmes pour bâtir leur propre carrière professionnelle. Cette accusation fait mal parce qu'elle rejoint les questions d'éthique que se posent déjà les féministes elles-mêmes. Mais, encore une fois, il suffit de remplacer dans la phraséologie «les femmes» par «les Noirs» pour qu'apparaisse clairement toute l'hostilité qu'elle contient.

Quant à l'accusation de «sexisme à l'envers», plusieurs étudiantes ont témoigné en avoir été victimes de la part de confrères de classe, soit parce qu'à un moment donné elles avaient refusé la participation des hommes à un travail d'équipe ou à une rencontre de femmes, soit simplement parce qu'elles étaient inscrites à un cours à problématique féministe. Cette accusation «typiquement réactionnaire» (Delphy, 1977) est également théoriquement fautive puisqu'elle postule une symétrie entre les femmes et les hommes, entre les dominées et les dominants. Elle n'en demeure cependant pas moins «menaçante» pour certaines femmes qui «ne veulent pas se faire renvoyer à ce qu'elles ont dénoncé» et qui se trouvent ainsi ramenées à une certaine «culpabilité et à des types d'actions traditionnelles comme la prise en charge de l'éducation des hommes» (Jean, 1979, p. 23). Les professeurs, elles, risquent peut-être moins qu'on les accuse de sexisme. D'une part parce qu'elles ont appris, avec le temps, à se défendre, et avec des outils théoriques au besoin; d'autre part, parce que l'université ne permet pas, même pour des motifs d'ordre politique, la non mixité dans les cours et les recherches²².

22. En pratique, les hommes s'excluent d'eux-mêmes. Les 20% à 25% qui maintiennent leur choix font habituellement l'effort de silence et d'écoute nécessaire et leurs témoignages montrent qu'ils retirent beaucoup personnellement de cette — nouvelle — expérience. De toute façon, le type de cours qui se donnent dans les universités à l'heure actuelle ne peut être confondu avec ce qui se fait dans les *consciousness raising groups*. Pour justifier leur existence même, ces cours doivent pouvoir se comparer aux autres cours du programme où ils sont inscrits.

S'il ne leur fallait pas dépenser autant d'énergie à les parer, ces diverses tentatives d'intimidation pourraient, à la rigueur, être considérées par les femmes comme de simples exercices leur permettant de développer leur système de défense et de fourbir leurs armes. Mais elles créent des conditions de travail tendues qui, à la longue, provoquent une certaine lassitude, même chez les plus militantes. Heureusement, les relations avec les collègues féministes de la même institution et des autres universités se développent actuellement dans le sens opposé.

Victimes de la même discrimination et aux prises avec les mêmes problèmes quotidiens, les féministes œuvrant dans les universités réalisent qu'elles ont tout intérêt à garder contact et à travailler ensemble pour sortir de l'isolement relatif dans lequel elles se trouvent. Leur tâche n'est pas facile pour autant : inventer de nouveaux rapports, des rapports de solidarité et de coopération, dans un milieu régi par la compétition. Mais la volonté est réelle. C'est la « sororité » — « sisterhood » — caractéristique du mouvement féministe. C'est elle qui a permis, en dépit des options théoriques différentes, que se tissent, d'abord à l'intérieur des institutions, puis des localités, des réseaux plus ou moins formels où circule l'information et où se discutent les positions des unes et des autres, et que se constitue le vaste réseau international que l'on connaît maintenant. Pour celles qui se trouvent hors des grands centres et même simplement hors de Montréal, il s'agit d'un instrument de communication important. Si le fonctionnement interne de chacun de ces réseaux n'est pas toujours également harmonieux, en général, il se compare favorablement à ce que Marion Colby observe dans l'ensemble du mouvement. Le mouvement des femmes, dit-elle,

has developed through a process of social change in which the diverse nature of the issues, the changing leadership, and the unorthodox method of cooperation and communication have allowed a rich society of talented people to contribute (1978, p. 4).

Au Québec, cette communauté intellectuelle d'un type nouveau n'est pas encore très organisée mais elle semble soucieuse de maintenir une certaine unité. Contrairement à ce qu'on peut observer ailleurs — en France, particulièrement — les oppositions théoriques ne se transforment pas en luttes ouvertes entre factions opposées. Ce climat de tolérance facilite certainement la tâche des étudiantes lorsqu'elles s'intègrent aux différents regroupements.

LE MOUVEMENT DES FEMMES : UNITÉ DANS LA DIVERSITÉ

Les changements au sein de la population féminine et ceux que sa démarche initie dans les diverses instances du fonctionnement des institutions universitaires m'amènent à conclure que le féminisme a sa place à l'université. En effet, malgré les embûches, et en dépit d'une part plus ou moins grande de récupération, la pratique sociologique suivant les trois « processus essentiels » du féminisme — prise de conscience, théorie et action — fait partie intégrante du mouvement des femmes. L'opposition que font certaines féministes à l'instar de personnes à l'extérieur du mouvement entre « les intellectuelles » et « le mouvement des femmes » repose à la fois sur une conception confuse du rôle des intellectuelles et sur une définition étriquée du mouvement lui-même. Cette dichotomie entre les femmes sociologues, par exemple, et celles qui seraient les « vraies » féministes est fautive parce qu'en complète contradiction avec les objectifs et la définition même du féminisme qui postule une oppression spécifique des femmes basée essentiellement — même si pas uniquement — sur leur appartenance sexuelle. Elle est fautive également parce qu'elle ne tient pas compte du fait que la sociologie et les sciences en général sont des réalités sociohistoriques au même titre que le mouvement des

femmes lui-même. Si l'on ne peut accuser les femmes d'avoir beaucoup participé jusqu'à présent à la production de connaissances sociologiques « partielles ou partiales », on est cependant en droit de s'attendre à ce que celles qui ont choisi d'œuvrer dans la discipline mettent tout en œuvre dorénavant pour la transformer ou, au besoin, même la faire disparaître.

En effet, en faisant « appel aux ressources techniques et théoriques » et aux « talents de chercheuses » qu'elles ont développés au cours de leur formation et de leur pratique en sociologie, elles sont certainement les personnes les mieux placées et les plus qualifiées pour réaliser cette tâche. Car, cette transformation de la sociologie et de la société avec un « parti pris » pour les femmes, cette remise en question de la théorie en prenant « comme problématique le quotidien », est un travail,

qui doit se faire bien et de façon responsable (et là où d'autres peuvent se fier à nos analyses afin de guider leur pratique, être correct revêt une grande importance). Ce travail doit être fait par ceux ou celles qui savent le faire (Smith, 1981, pp. 144-145).

Cela ne signifie pas que les sociologues ont le monopole de l'analyse ni de la méthodologie mais plutôt qu'une certaine division du travail est inévitable, et même indispensable pour que toutes les ressources et les énergies soient utilisées avec un maximum d'efficacité. Que certaines femmes élaborent des outils théoriques alors que d'autres les publient et que toutes peuvent les utiliser, que certaines mènent campagne dans la rue et d'autres dans les cliniques, les écoles, les universités ne devrait pas être une raison pour crier à la division du mouvement des femmes. Toutes les femmes sont unies sur le terrain de leur oppression quotidienne constituée principalement par le travail domestique, les conditions actuelles de la maternité, de la sexualité et de l'éducation. Cette diversité est simplement la preuve tangible que le mouvement des femmes est « un mouvement à plusieurs voix » (Ballorain, 1972). Certes, les différences de classe ne disparaissent pas pour autant mais, comme le dit la féministe socialiste Sheila Rowbotham, « *class and race cut across sexual oppression* » (1973, p. 123), et non l'inverse.

Une autre raison pour considérer la sociologie comme un lieu privilégié d'action féministe est sa position par rapport au pouvoir et par rapport à la production de l'idéologie. En effet :

Quant on analyse l'oppression des femmes, on étudie nécessairement et leur oppression matérielle, réelle, et l'idéologie qui la justifie, idéologie intériorisée par les femmes et dont le pouvoir coercitif permet l'exploitation. Or l'un des lieux privilégiés d'expression de cette idéologie — et de son développement car elle n'est pas produite une fois pour toutes — reste « la science », et en particulier les sciences dites humaines. *Une démarche féministe inclut nécessairement une critique du discours scientifique*²³, le discours sur les femmes mais aussi le discours prétendu « général » : car quoi de plus révélateur que les omissions ? (*Questions féministes*, 1977, 1, p. 4).

Encore une fois, les sociologues féministes sont les mieux placées — et les premières intéressées — pour la mise en œuvre de la critique de l'idéologie dominante. Margrit Eichler a raison de rappeler que :

Power and knowledge are always intimately linked. The old adage that knowledge is power is certainly true, but the reverse, that power generates knowledge, is equally true (1980, p. 18).

En d'autres mots, l'approfondissement de la connaissance sur la condition et les luttes des femmes permet à l'ensemble du mouvement d'acquérir une certaine forme de pouvoir à partir duquel il peut « générer » à son tour les connaissances nécessaires,

23. Non souligné.

et les diffuser. Ce n'est pas le pouvoir en soi mais l'usage qui en est fait par ceux qui le détiennent qu'il faut redouter. Les groupes de femmes sont précisément à la recherche active de nouvelles formes de leadership et de nouveaux mécanismes de prise de décision.

Comme le rappelle Nicole Laurin-Frenette, le changement révolutionnaire est «le changement de l'ordre social plutôt que le changement dans l'ordre social» (1981, p. 183). Pour parvenir à ce changement, les femmes doivent mener la lutte dans une perspective matérialiste et féministe à partir de la situation sociale concrète dans laquelle elles se trouvent et attaquer l'ordre social sur tous les fronts. À l'heure actuelle cela signifie aussi utiliser, forcément, les outils et «le langage de l'opresseur» et donc mener une lutte de l'intérieur même de la structure sociale à transformer, tout en gardant, cependant, présents à l'esprit les objectifs d'égalité visés et tout en évitant «contamination» et récupération. L'entreprise est de taille. Mais le dynamisme des plus jeunes, que j'ai tenté de présenter dans ce texte, et la ténacité des plus anciennes, dont les ouvrages en référence fournissent un aperçu, m'incitent à considérer l'avenir avec espoir.

RÉSUMÉ

Cet article examine l'influence de l'enseignement et de la recherche féministes en sociologie à l'université. Après avoir défini le féminisme comme une forme de sociologie de la connaissance et comme un mouvement social, l'auteur souligne non seulement les embûches d'une telle entreprise mais aussi les changements profonds qu'elle suscite actuellement au sein de l'institution universitaire, de la discipline sociologique et des rapports professionnels. Elle en conclut que la pratique des sociologues féministes à l'université fait partie intégrante du mouvement des femmes.

SUMMARY

This article sets out to examine the influence of feminist teaching and research programs in sociology at the university. After defining feminism as a form of the sociology of knowledge and as a social movement, the author underlines not only the pitfalls inherent in such an undertaking but also the profound changes that it has given rise to at the present time within the university as an institution, within sociology as a discipline, and in professional relations. The author concludes that the professional activity of feminist sociologists at the university is an integral part of the women's movement.

RESUMEN

Este artículo examina la influencia de la enseñanza y de la investigación feministas en la sociología en la universidad. Después de haber definido el feminismo como una forma de sociología del conocimiento y como un movimiento social, la autora subraya no solamente los obstáculos de esa empresa sino también los cambios profundos que crea actualmente en el seno de la institución universitaria, en la disciplina sociológica y en las relaciones profesionales. Concluye que la práctica de las sociólogas feministas en la universidad hace parte integrante del movimiento de las mujeres.

REFERENCES

- ADLER, N. E., «Women and Higher Education: Some Speculations on the Future», *Signs: Journal of Women in Culture and Society*, vol. 3, n° 4, 1978, pp. 912-915.
- BALLORAIN, R., *le Nouveau féminisme américain*, Paris, Denoël Gonthier, 1972.
- BERNARD, J., «My Four Revolutions: An Autobiographical History of the ASA», dans Joan HUBER (édit.), *Changing Women in a Changing Society*, Chicago, Chicago U.P., 1973, pp. 11 à 28.
- CARRIER, M., «Pornographie», *Questions féministes*, 8, mai 1980, pp. 15-40.
- COLBY, M., «Women's Studies: An Inclusive Concept for an Inclusive Field», *CWS/CF*, vol. 1, n° 1, 1978, pp. 4-6.
- DAGENAIS, H., «Les femmes dans la ville et dans la sociologie urbaine: les multiples facettes d'une même oppression», *Anthropologie et sociétés*, vol. 4, n° 1, 1980, pp. 21-36.
- DANIELS, A. K., «Feminist Perspectives in Sociological Research», dans Marcia MILLMAN and Rosabeth MOSS KANTER (édit.), *Another Voice: Feminist Perspectives on Social Life and Social Science*, New York, Octagon Books, 1976, pp. 340 à 380.
- DELPHY, C., «Nos amis et nous», *Questions féministes*, 1, novembre 1977, pp. 21-49.
- DELPHY, C., «Travail ménager ou travail domestique?», dans Andrée MICHEL, *les Femmes dans la société marchande*, Paris, PUF, 1978, pp. 39 à 54.

- EICHLER, M., *The Double Standard: A Feminist Critique of Feminist Social Science*, London, Croom Helm, 1978, 151 p.
- FRIEDAN, B., *The Feminine Mystique*, New York, Dell, 1963.
- GOULD, M., «The New Sociology», *Signs: Journal of Women in Culture and Society*, vol. 5, n° 3, 1980, pp. 459 à 467.
- GROUET, B., *le Féminisme au masculin*, Paris, Denoël Gonthier, 1977.
- HAMMER, J., «Violence et contrôle social des femmes», *Questions féministes*, 1, novembre 1977, pp. 69-88.
- HOCHSCHILD, A. R. «The Sociology of Feeling and Emotion: Selected Possibilities», dans M. MILLMAN and R. M. KANTER (édit.), *Another Voice: Feminist Perspectives on Social Life and Social Science*, New York, Octagon Books, 1976, pp. 280-307.
- JEAN, M., «Communication», *la Recherche sur les femmes au Québec*, GIERCF et C.S.F., 1979, pp. 21-24.
- LAURIN-FRENETTE, N. «Féminisme et anarchie: quelques éléments théoriques et historiques pour une analyse de la relation entre le Mouvement des femmes et l'État», dans Y. Cohen (édit.), *Femmes et politique*, Montréal, Le Jour, 1981, pp. 147-191.
- LILIANE, «L'école des femmes et le discours des sciences de l'homme», dans *Les femmes s'entêtent*, Paris, Gallimard, 1975, pp. 86-128.
- MACCIOCCHI, M.A., «Les femmes dans la traversée du fascisme», dans *Éléments pour une analyse du fascisme*, Paris, 10/18, 1976, t. 1, pp. 128 à 278.
- MATHIEU, N.-C., «Homme-culture et femme-nature?», *l'Homme*, 3, 1973, pp. 101-113.
- NEMIROFF, G.H., «Rationale for an Interdisciplinary Approach to Women's Studies», *CWS/CF*, vol. 1, n° 1, 1978, pp. 60-68.
- Questions féministes* 1, novembre 1977.
- RICH, A., «La contrainte à l'hétérosexualité», *Nouvelles Questions féministes*, mars, 1980, pp. 15-51.
- ROSENBERG, H., «Rising up Angry and Falling Down Tired», *Canadian Women's Studies / les Cahiers de la femme*, vol. 2, n° 4, 1980, pp. 50-53.
- ROWBOTHAM, S., *Woman's Consciousness, Man's World*, New York, Pelican Books, 1973.
- SMITH, D.E., *Feminism and Marxism: A Place to Begin, a Way to Go*, Vancouver, New Star Books, 1977a.
- SMITH, D. E., «Some Implications of a Sociology for Women», dans N. Glazer & N.Y. Waerer (édit.), *Woman in a Man — Made World*, Chicago, Rand McNalley, 1977b, pp. 15-29.
- SMITH, D. E., «Using the Oppressor's Language», *Resources for Feminist Research/Documentation sur la recherche féministe*, publication spéciale, printemps 1979, pp. 11-18.
- SMITH, D. E., «Le parti pris des femmes», dans Y. Cohen (édit.), *Femmes et politique*, Montréal, Le Jour, 1981, pp. 139-144.
- SPENDER, D., «Undertaking Feminist Research in the United Kingdom», *Women's Studies International Quarterly*, vol. 1, n° 1, 1978, pp. 99-115.
- SPENDER, D., *Men's Studies Modified*, London, Pergamon Press, 1981.
- TOBIAS, S., «Women's Studies: Its Origins, its Organisation and its Prospects», *Women's Studies International Quarterly*, vol. 1, n° 1, 1978, pp. 85-97.
- WILLIS, J., «Women Need...», *CWS/CF*, vol. 1, n° 1, 1978, pp. 100-101.
- ZARETSKI, E., *Capitalism, Patriarchy and Personal Life*, New York, Harper & Row, 1975.